

Les relations libano-syriennes dans la tourmente du Printemps arabe

Daniel Meier

Résumé

Cet article entend montrer l'évolution des relations entre les deux pays limitrophes depuis l'irruption de la contestation populaire à l'encontre du régime en Syrie, dès mars 2011. De façon délibérée, notre propos prendra comme angle l'impact de la situation syrienne sur le Liban en tant que ce dernier est dépendant de son voisin sur 80% de sa frontière terrestre et en subit historiquement son influence, après une occupation militaire longue de 29 ans (1976-2005). On examinera alors les différents segments de la société libanaise à la lumière des événements de Syrie durant l'année 2011 jusqu'à l'été 2012. Seront privilégiés deux perspectives : d'une part celles des élites politiques et des formations bipolarisées de la scène libanaise et les ramifications sociales et sécuritaires qu'engendrent la tension libano-syrienne et d'autre part celle du mouvement social anti-confessionnel qui a effectué une mobilisation polymorphe au niveau de la société civile, révélant à la fois le potentiel de contestation d'un régime ossifié et les limites de l'espace possible de cette contestation.

Mots-clés

Syrie, Liban, Printemps arabe, relations libano-syriennes, contestation politique

Introduction

L'extrême brutalité que le régime syrien continue de déployer depuis le début du soulèvement populaire, 17 mois plus tôt, atteint des seuils alarmant : a raison de 100 victimes par jour en moyenne ces derniers mois, le régime du Président Assad a tué environ 20'000 Syriens¹ depuis mars 2011. Ni les pressions de la Ligue arabe ou l'investissement onusien via le déploiement d'observateurs sur le terrain et en dépit des récentes mesures d'isolation diplomatique et commerciale prises par plusieurs pays européens et les Etats-Unis, le régime baasiste continue dans son obstination destructrice. Bachar el-Assad se pose ainsi en digne héritier d'un système autoritaire mis en place par feu son père Hafez el-Assad et que le chercheur français Michel Seurat avait décrit au début des années 1980 comme un « Etat de barbarie » au sens où la survie du régime impose l'usage de la violence, même la plus extrême, dans la mesure où ses fondements reposent sur la coercition (Seurat, 1986). Au printemps 2012, la Chatham House à Londres évaluait la survie du régime syrien à 1 à 2 ans si les paramètres généraux ne changeaient pas. Or ces derniers sont en cours de changement puisque les deux grandes villes du pays, Damas et Alep connaissent désormais des combats féroces, remettant ainsi en cause les soutiens des milieux commerçants et suscitant une vague de mécontentement parmi la classe moyenne citadine qui dépend du régime. Mais surtout, ces récents et violents développements démontrent à la fois l'emprise exercée par l'Armée Syrienne Libre (ASL) et la détermination du régime à aller jusqu'au bout.

Au Liban, le contrecoup des événements de Syrie semble se manifester le long des lignes de clivages les plus saillantes de la sociologie politique libanaise, soit entre la majorité pro-syrienne au gouvernement (bloc dit du 8 mars) et l'opposition farouchement anti-syrienne (bloc du 14 mars) et, comme dans un prolongement de cette polarité, entre chiïtes et sunnites, les premiers étant très largement représentés avec les partis Amal et Hezbollah au sein du 8 mars et les seconds figurant au côté du 14 mars avec le « Courant du Futur », le parti de Saad Hariri, chef de file sunnite². Des violences ont eu lieu à Tripoli, sans que cela soit particulièrement nouveau (Meier & Ilias, 2009), mais elles se sont propagées à Beyrouth le long d'une ligne de démarcation entre sunnites et chiïtes dans la capitale libanaise au point de Tarik el-Jdideh, opposant la faction pro-syrienne d'un groupe sunnite et les partisans de Hariri. Ce qui apparaît comme décisif n'est pas tant les accrochages armés mais bien plutôt la traduction qu'en ont fait les habitants sunnites du quartier en voulant voir la main du Hezbollah et des chiïtes derrière la faction de Berjaoui³.

Editorial

GRAN ANGULAR

Panteridad

Teresa de Lauretis

PERSPECTIVAS

Robert Capa, las paradojas de un fotógrafo bipolar en la Guerra Civil española

Raquel Gómez

La literatura y el viaje en el tiempo

Teresa López Pellisa

DOSSIER

Le Printemps Arabe

La question du pouvoir en Islam

Charles Genequand

Le Printemps arabe contre le terrorisme

Rémi Badoüf

"Le printemps arabe" en Afrique du Nord

Ridha Chennoufi

Les relations libano-syriennes dans la tourmente du Printemps arabe

Daniel Meier

Révolution tunisienne et empowerment

Soumaya Mestiri

Les valeurs de la Révolution tunisienne

Salah Mosbah

Le printemps arabe et le public islamique

Reinhard Schulze

CALEIDOSCOPIO

Revolution 2.0

Wael Ghonim

The New Arab Revolt

The Arab Awakening

L'hypothèse communiste

Alain Badiou

El ritmo perdido

Santiago Auserón

La poesía del pensamiento

George Steiner

El puño invisible

Carlos Granés

Alexander Mackendrick

Asier Aranzubía Cob

El cronista de cine

Guillermo Cabrera Infante

WHO'S WHO

Charles Genequand

Daniel Meier

Raquel Gómez Martínez

Reinhard Schulze

Rémi Badoüf

Ridha Chennoufi

Salah Mosbah

Soumaya Mestiri

Teresa De Lauretis

Teresa López Pellisa

Normas de publicación

Normas generales

Citas bibliográficas

La question que nous voudrions soulever ici est donc de savoir comment la situation syrienne a impacté sur le Liban, dans ce contexte de clivage entre les mouvements du 8 et 14 mars⁴, en tant que cette perspective permet de fournir un point de vue sur ces relations libano-syriennes, et soulève la question de l'influence du voisin syrien. L'épaisseur et l'amplitude de celle-ci sont importantes à rappeler à ce stade : les relations libano-syriennes ont connu des changements significatifs depuis la fin de la guerre civile, passant d'un régime de tutelle (1990-2005) à un régime d'influence déstabilisatrice (2005-2008) suivi par une renégociation (les accords de Doha en mai 2008) impulsée par un coup de force et laquelle semblait avoir produit une nouvelle entente fondée sur un rééquilibrage du système politique au détriment de sa refondation (Beydoun, 2009). Or, depuis le soulèvement populaire syrien (mars 2011), il semble que la situation soit devenu nettement plus morcelée/fragmentée au plan des relations politiques, le régime Assad se contentant d'envoyer des signaux (menaces voilées ou satisfécits) aux différents acteurs libanais, essentiellement pour leur rappeler où se trouvent les lignes rouges au yeux du régime syrien.

En soi toutefois, cette porosité que présente le champ politique libanais face à Damas n'a rien d'évident même si l'on comprend intuitivement bien les ressorts symboliques sur lesquels le régime syrien continue de jouer. En science politique, la faiblesse du système politique libanais face aux influences externes renvoie à deux de ses caractéristiques marquantes : son extraversion et son communitarisme. La première renvoie à la faiblesse de l'Etat et aux alliances extranationales (Avec l'Iran, l'Arabie Saoudite, la France, etc.) que les acteurs politiques de divers bords ont tissés depuis l'émergence de l'Etat au XIX^e siècle. On verra plus bas que la structuration de la scène politique libanaise actuelle et sa capacité à être subvertie procède de cette logique des interférences étrangères, largement importées par les divers acteurs politiques. La seconde renvoie au système politique lui-même en tant qu'il est le produit croisé du legs ottoman, du mandat français et d'une réappropriation locale de ce mélange dual. Comme Ahmad Beydoun (1984, 2003) l'a montré à plusieurs reprises, le problème vient précisément de la politisation des communautés qui a découlé de leur entrée en politique. A ce niveau là, nous verrons qu'une des nouveautés issues de la dynamique régionale du printemps arabe est l'entrée en scène d'un mouvement anti-confessionnel.

1. L'impact du soulèvement syrien sur le champ politique

Le moins que l'on puisse dire est que les événements en Syrie ont eu un impact déterminant sur les élites politiques libanaises. A la stupéfaction de voir le régime autoritaire syrien être pareillement contesté par la société syrienne se mêle anxiété pour les uns (alliés de ce régime au Liban) et espoir pour les autres (les formations politiques du 14 mars). Autant le dire, ces événements ont accentué une polarisation déjà existante entre ces deux courants antagoniques. Mais ils ont également généré une inquiétude bien légitime de la part des groupes centristes et des représentants de l'Etat libanais en raison de l'impact que les incidents frontaliers, la question des réfugiés syriens ou le soutien de certains secteurs politiques à l'ASL peuvent avoir sur la stabilité interne du Liban. Outre la crise politique que le Liban a connu durant la première moitié de 2011 liée à la chute du gouvernement de Saad Hariri, les accusations des uns comme soutiens à l'ASL et des autres comme suppléants des milices du régime syrien ont fait leur apparition depuis la fin 2011. Deux dimensions peuvent être explorées ici : le positionnement libanais sur la scène internationale et le jeu des acteurs de la scène locale ; le volet humanitaire et les risques sécuritaires liés à ce soulèvement.

1.1. Positionnement international et positionnement politique local

Il convient de dire avant tout que la crise que le régime syrien a commencé à connaître dès mars 2011 se situait dans un contexte libanais de vide politique. En effet, le gouvernement de Saad Hariri était tombé, sur pression du Hezbollah et de ses alliés, en raison des incertitudes planant sur l'attitude qu'il allait adopter face au TSL en cas d'inculpation de partisans du Hezbollah. Malgré sa désignation rapide au poste de nouveau Premier ministre son successeur, Najib Miqati, n'arriva pas à composer rapidement un nouveau gouvernement. La crise politique fut imputée, côté 14 mars, à Damas qui pour eux avait intérêt à maintenir une certaine fragilité du champ politique libanais au besoin pour pouvoir l'utiliser comme « boîte aux lettres » afin d'y adresser des messages (par le truchement d'attentats) à la communauté internationale. A l'inverse, le 8 mars concevait le blocage dans la formation d'un gouvernement exclusivement issu de ses rangs comme relevant de pressions américaines exercées sur le Président de la République. Finalement, début juin 2011, une proposition basée sur un troc de sièges chiites au gouvernement fut trouvée in extremis par Nabih Berri, un des fidèles alliés de Damas, quelques jours seulement avant que l'acte d'accusation du TSL soit révélé et mettent en cause 4 partisans du Hezbollah dans l'assassinat de l'ex-Premier ministre Rafic Hariri.

Une fois ce cadre posé, on doit remarquer que les prises de position des acteurs du mouvement du 14 mars semblent davantage épouser les positions des acteurs internationaux – et donc de suivre l'évolution de la « catégorisation » de la Syrie sur la scène internationale – davantage que de suivre la volonté de la population syrienne. Cela met immédiatement en perspective la tendance « démocratique » de ce groupe politique. De leur côté le courant du 8 mars sentent qu'ils peuvent compter sur des atouts internationaux : la Russie, l'Iran et la Chine et ainsi ont suivi pendant longtemps la thèse du complot américano-sioniste appuyé par des gangs armés déstabilisant l'Etat syrien. C'est durant l'été 2011 qu'un virage qualitatif dans les prises de positions des uns et des autres s'est effectué à la suite de l'isolation de la Syrie aux Nations Unies suite à un massacre à Hama en juillet. Cela a conduit à un recul de certains alliés

régionaux comme la Turquie ou la Ligue arabe laquelle entreprit une médiation avant d'imposer des sanctions à Damas en novembre suivant. Un seul pays se distingua par son refus de ces sanctions, y compris au Nations Unies : le Liban.

L'Etat libanais, incarné par les deux figures du Président de la République et du Premier ministre, s'est appliqué à jouer une partition « neutre » consistant à dépolitiser/techniciser les problèmes rencontrés (réfugiés, frontières, trafics), qualifiant le soulèvement populaire syrien « d'affaires internes » propre à la Syrie et soutenant dans maintes déclarations jusqu'au printemps 2012 d'hypothétiques « réformes » que Damas devait mettre en route afin de donner l'impression que le régime n'était pas immobile face aux demandes sociales. De son côté, une autre figure du neutralisme, celle du leader druze Walid Joumblatt, a connu une évolution manifeste. Au début de la crise, Joumblatt faisait preuve d'une prudence stratégique, suivant la ligne officielle « neutre » proscrivant toute critique au régime Assad afin d'éviter toute répercussion négative pour la communauté druze au Liban ou en Syrie. Mais, après les premiers massacres de l'été 2011 d'abord puis ensuite depuis février 2012, le leader druze semble avoir adopté une position des plus critiques, ralliant même un sit-in de soutien au peuple syrien et allant récemment jusqu'à demander la tête de Bachar el-Assad. Quant au Patriarche maronite Raï, il semble également avoir connu une légère évolution depuis une posture pro-Assad en septembre 2011 qui lui avait valu le courroux de la diplomatie française et américaine. Dès la fin du printemps 2012, il adoptait un discours plus mesuré appelant à un printemps arabe pacifique, sans toutefois clairement condamner le régime syrien, au diapason des autres leaders religieux chrétiens d'Orient.

Du côté des acteurs du 8 mars, outre le discours sur les réformes nécessaires et les rappels de la fidélité à Damas tout aussi récurrent – et de préférence dans le même discours – un *motto* fit son apparition afin de justifier de l'attitude adoptée face au Président el-Assad (comme pour excuser par avance les erreurs qu'il pourrait faire) : la défense de la forteresse de l'arabisme contre les coups de boutoirs des grandes puissances qui voudraient utiliser le terrain libanais comme terrain de contre-attaque. Ce discours, entendu dans les propos de divers leaders du 8 mars, transforme *ipso facto* les défenseurs des insurgés syriens en traîtres à la noble cause arabe. Parmi les plus grands défenseurs du régime baasiste, le Hezbollah fait figure de chef de file. Or l'évolution des déclarations publiques de Hassan Nasrallah est manifeste et révélatrice dès août 2011, soit après le massacre de Hama : lorsque l'Iran fait entendre un discours plus insistant sur la nécessité d'accélérer les réformes, il est aussitôt repris par le Hezbollah. Si par la suite le parti de Dieu s'est fait discret, en mars 2012, Hassan Nasrallah semblait apporter une nouvelle inflexion dans ses propos sur la Syrie lorsqu'il condamnait toute forme de massacre en tant que l'anarchie ne peut que faire du tort à la résistance. Dans le même discours toutefois, comme le relève N. Noe (2012), il déclare clairement qu'à un certain point de détérioration de la situation, le Hezbollah ne pourra pas rester les bras croisés et devra lancer une « contre-violence » afin d'éviter toute conséquence néfaste pour le parti de Dieu.

Au niveau des acteurs du 14 mars, on doit relever que le soutien aux protestataires syriens était des plus mitigés au début du soulèvement. Il a fallu la crise de juillet 2011 déjà évoquée plus haut pour que Saad Hariri, un des chefs de file du mouvement, exprime sa compassion pour le peuple syrien. Jusqu'alors, la coalition du 14 mars avait cultivé une approche très prudente de la crise syrienne, proche en cela de la « neutralité » adoptée par l'Etat. Ajoutons que la crise gouvernementale de la première moitié de l'année a probablement rendu les acteurs politiques des deux bords plus prudents, ce qui changera complètement dès la formation du gouvernement après fin juin 2011. Ainsi, l'on entendra un nouveau discours de condamnation politique du « bain de sang » syrien, suivant ainsi les propos du Président américain Barack Obama après la crise de Hama. Les prises de positions américaines sonnèrent comme un feu vert dans la production d'une critique plus acerbe de la part du 14 mars du régime « criminel » des Assad, faisant des forces du 8 Mars une coalition soutenant « le dernier bastion autoritaire » du monde arabe qui « doit chuter ». De la prolongement de ces propos critiques, à l'automne/hiver 2011/2012 l'on vit apparaître des accusations visant le Hezbollah qui aurait envoyé, comme l'Iran l'a fait, des miliciens en soutien au régime syrien, afin de réprimer la population insurgée. Ces accusations ne furent pas sans conséquence puisqu'elle générèrent en retour un vif soupçon de soutien au trafic d'armes, de la part du 14 Mars, dès lors perçu comme appuyant politiquement et militairement l'ASL. En retour, et comme dans un cercle vicieux d'affrontement/contre-attaque, le 14 Mars semble avoir produit une nouvelle critique for inquitante, suite à la récente crise au Nord-Liban qui a vu des combats avoir lieu à Tripoli, puisqu'elle prend pour cible l'armée libanaise elle-même, accusée de faire le jeu du 8 Mars et de se plier au *desiderata* syrien. Les renvois début août de réfugiés syriens inculpés par la justice libanaise comme l'impuissance de l'armée libanaise à répliquer face aux bombardements du village de Qaa en juillet 2012 (après bien d'autres bombardements de cette région), semblent venir ternir encore davantage l'efficacité et surtout la neutralité de l'armée nationale libanaise, désormais dans l'œil d'un cyclone extrêmement dangereux en terme de support de légitimité pour le pouvoir, qu'il s'agisse de celui du Président de la République ou de celui du Premier ministre, tous deux garants les plus « crédibles » (ou les moins entachés d'un passif rédhitoire) de la survie d'un statu quo sur la scène politique locale.

1.2. Les réfugiés syriens et les enjeux sécuritaire

La combinaison du vide de pouvoir au Liban et des affrontements en Syrie a conduit à une importante migration de réfugiés ayant franchi la poreuse frontière nord, haut lieu de trafics en tous genres. Malgré les craintes d'affrontements violents, rien de tel ne s'est produit. Toutefois, on doit noter plusieurs enlèvements et plusieurs attaques à travers la frontières (pilonnage, tirs)

tant avant qu'après la formation du cabinet Miqati. Depuis octobre 2011, l'armée syrienne a miné les abords de sa frontière avec le Liban dans les zones Nord et Nord-Est. Dans le même temps, le soulèvement populaire s'est doté d'une aile militaire, l'Armée Syrienne de Libération (ASL).

En ce qui concerne les attentats et kidnapping, de lourds soupçons se sont portés à l'encontre de la Syrie. En 2011, trois bombes posées sur le bas côté de la route ont exposé les 27 mai, 26 juillet et 9 décembre vers Saïda et le troisième vers Tyr, visant et blessant des patrouilles de la FINUL. A chaque fois la Syrie semblait être l'acteur régional/local ayant le plus grand intérêt à la déstabilisation de la scène libanaise, comme pour faire « diversion ». Après le troisième attentat, le ministre des Affaires étrangères français Alain Juppé souleva lui aussi, et pour la première fois, la piste syrienne avec ses ramifications locales, notamment le Hezbollah. Cette dénonciation trouvait son fondement dans les déclarations menaçantes d'officiels syriens déclarant qu'ils allaient riposter après les sanctions européennes imposées aux dirigeants syriens. Ainsi, tant pour les USA que pour les Européens, la stratégie de la tension devenait un outil utilisé par Damas pour faire diversion et poser des lignes rouges aux actions occidentales en Syrie. Toutefois, il convient de rester prudent sur cette version des faits puisque toutes ses prises de positions apparaissent guidées par des intérêts politiques et une volonté un temps bien réelle des grandes puissances d'intervenir militairement sur le théâtre d'opération syrien (ce qui est apparu durant l'hiver lorsque des pistes d'intervention furent soulevées).

Sur le plan des enlèvements et des disparitions forcées, l'implication syrienne semble plus claire. L'une des affaires les plus médiatisées fut celle de l'enlèvement des cyclistes Estoniens dans la Békaa le 23 mars 2011. Après leur libération à la mi-juillet grâce aux services de renseignements français, l'un des kidnappeurs donna une interview dans laquelle il mentionna son affiliation au FPLP-CG (Ahmad Jibril) dont l'appartenance au giron sécuritaire syrien ne fait de doute pour personne. Plus encore, en février de la même année, trois activistes syriens anti-Bachar qui distribuaient des flyers appelant à des réformes en Syrie disparurent en plein Beyrouth. A fin mai, Chibli al-Ayssami, un des cofondateurs du Baath âgé de 86 ans et membre de l'opposition syrienne fut enlevé dans le Chouf. Ces actes conduisirent à de virulents échanges entre le Hezbollah et Saad Hariri lequel accusait l'ambassade de Syrie à Beyrouth d'être le centre de commandement de ces enlèvements et disparitions forcées.

La question de la porosité de la frontière syro-libanaise est devenu un leitmotiv pour tous les groupes politiques qui, pour le propos politique qu'ils assument, utilisent la capacité syrienne (de la part des réfugiés d'abord puis de l'armée syrienne ensuite mais aussi des trafiquants voir de l'ASL) de la franchir pour accuser aussi bien le gouvernement que l'opposition. Cette zone frontalière, peut-être davantage que les affrontements intérieurs au territoire national libanais, semble être devenue un enjeu majeur pour la légitimité de l'armée libanaise : à l'image des représentants les plus « neutres » qu'elle sert, elle doit donner des gages aux uns en sécurisant cette zone voir en répliquant aux tirs syriens et aux autres en procédant à des renvois sélectifs de réfugiés tout en évitant d'apparaître comme le vassal de l'armée du régime baasiste.

Les réfugiés syriens arrivèrent pour la première fois en masse ainsi le 29 avril 2011 suite à la stratégie de terreur que le régime appliqua à la ville de Tell Kalakh (Balanche, 2011). A ce jour les réfugiés syriens seraient au nombre de 20'000 à 25'000 selon le CICR. Ils ont pour l'essentiel trouvé refuge parmi les habitants et communautés villageoises ou parentèle se trouvant dans la région de Wadi Khaled et du Akkar. Ils sont également assistés par le UNHCR et le Haut comité d'Aide, une institution libanaise que Saad Hariri a mandaté (alors qu'il était encore Premier ministre par intérim) pour leur venir en aide. Pour sa part, le gouvernement de Najib Miqati a eu une attitude plus ambiguë face à ces derniers : il est d'abord resté muet sur le sort de ces réfugiés, préférant user de la force pour tenter de réduire le flux de réfugiés en fermant la frontière et parfois même en jetant en prison certains et en en déportant d'autres (notamment des soldats ayant désertés). En second lieu, depuis le printemps 2012, le gouvernement Miqati a demandé au CICR de ne plus parler de « réfugiés syriens » mais bien de « personnes déplacées » afin d'éviter la constitution de camps de réfugiés ou le traitement de ces derniers en vertu des Conventions internationales relatives aux réfugiés. Enfin, on a également assisté à une criminalisation de ces derniers qui a conduit le Premier ministre à s'appuyer d'avantage sur le Haut comité d'Aide plutôt que sur le CICR afin de faire appliquer cette nouvelle terminologie comme le Ministre des affaires sociales Wael Bou Faour l'a clairement dit en avril dernier.

Au niveau des transgressions frontalières syriennes, depuis novembre 2011, plusieurs coups de feu ont été tirés par dessus de la frontière en provenance de Syrie, et souvent par l'armée du régime baasiste qui a utilisé ce moyen pour cibler des fuyitifs syriens, des trafiquants ou encore des Libanais notamment dans la région de al-Qaa où plusieurs victimes civiles furent à déplorer. Une des dernières victimes dont le décès a ouvert diverses interrogations fut un journaliste libanais chiite pro-syrien⁵ dont l'assassinat fut tantôt imputé à une bavure du régime syrien tantôt à l'ASL. Il y a également des incursions de l'armée syrienne dans le cadre de chasse à l'homme, d'enlèvements et parfois aussi d'assassinats d'opposants au régime ou de déserteurs. Cela a fini par créer une pression politique certaine sur le Liban qui est apparu comme complice de ce laisser-faire, ouvrant la voie à l'élargissement des divisions parmi les forces politiques antagoniques.

Toujours au plan sécuritaire, il faut noter à la fois des incidents armés qui ont eu pour épilogue les quartiers polarisés de Bab Tebbaneh et Jabal Mohsen à Tripoli et de Tarek al-Jdideh à Beyrouth, en mai dernier, en raison de l'arrestation d'un islamiste anti-syrien d'une part puis de l'assassinat par l'armée de deux dignitaires religieux sunnites anti-syriens d'autre part. Les

affrontements entre militants des deux camps causèrent alors des morts et des blessés dans les deux villes. Tripoli – qui possède un long passif au niveau de cet antagonisme entre ses deux quartiers communautaires (ICG, 2010) – avait déjà connu des affrontements en juin 2011 suite à

des défilés anti-syriens du groupe sunnite Hizb al-Tahrir. Ce dernier adoptant peu après des slogans anti-Hezbollah démontrant par là une sorte de « libanisation » de l'opposition entre pro et anti-régime syrien, alors sur un niveau verbal. Les récents développements de la scène tripolitaine et beyrouthine apparaissent dans cette perspective comme des signaux de la continuation de ce clivage, divisant pour l'heure la communauté sunnite et menaçant de se traduire par une confrontation sunnito-chiite à Beyrouth. Dans cette ville, la tension s'était jusqu'alors concrétisée par des manifestations qui ont vu s'affronter souvent plutôt pacifiquement les partisans et les opposants au régime syrien. Une des stratégies suivies par le régime et ses supplétifs locaux notamment au sein du PSNS a consisté à organiser systématiquement des contre-manifestations à la même heure et sur le lieu même des manifestations anti-régime! Cette stratégie d'intimidation porta parfois ses fruits comme lorsqu'un grand hôtel de la capitale décommanda une réunion de personnalités libanaises anti-syriennes après avoir reçu des menaces explicites.

2. L'impact du soulèvement syrien dans la société civile

Il semble clair également que les mobilisations que le Liban a connu provenaient en partie d'une réaction par rapport au printemps arabe et syrien. La question de la lutte contre la dictature avait ainsi été formulée comme une sorte de boutade par les organisateurs des manifestations qui ont secouru le pays durant le printemps 2011, lorsqu'ils disaient qu'au Liban il n'y avait pas un mais plusieurs dictateurs (un pour chaque communauté), faisant ainsi de la lutte contre le communautarisme une cible locale située dans le prolongement des luttes arabes contre le totalitarisme. Le mouvement anti-confessionnel émergea d'une longue tradition de mobilisation amorcée durant les premières années de reconstructions via le mouvement civil des années 1990 (Karam, 2006) pour aboutir à la Révolution dite « du Cèdre » en 2005 (Meier, 2011 : 115-120). Le slogan des soulèvements arabes tunisiens et égyptiens (*al-shab yourid isqat al-nizâm*) se vit alors ajouter l'adjectif « confessionnel » (*al-taifi*) et venait ainsi accompagner une revendication de justice sociale et de lutte contre la corruption.

2.1. Un mouvement structuré

Le mouvement anti-confessionnel (Mac) a trouvé ses appuis et ses ressources dans le travail et les réseaux des acteurs de la société civile issus des milieux militants des années 1990 engagés dans un même idéal d'une société laïque. Cet entrelacs de groupes, associations, ONGs, partis et individus, avec leur bagage d'expertise construit dans le temps, se compose de plusieurs générations d'acteurs et n'a pas une histoire linéaire, ce qui rend difficile d'en identifier un début. Il est toutefois possible de retracer l'histoire récente du Mouvement anti-confessionnel (Mac), en remontant à la Laïque Pride de 2010. L'idée de cette mobilisation est née d'une discussion sur Facebook entre un groupe d'amis décidés à promouvoir un changement laïc au Liban, et focalisant leur revendication sur l'adoption d'une loi pour le mariage et un statut personnel civil⁶. Les activistes du comité pour la Laïque Pride ont donc puisé dans leurs réseaux personnels de connaissances pour soutenir cette initiative. Plusieurs d'entre eux étaient engagés, à différents titres, dans les questions concernant la laïcisation du pays. Ainsi, parmi les groupes et les ONGs qui ont répondu à l'appel du comité de la Laïque Pride, ils y avaient l'Union des Jeunes Libanais Démocratiques (ULDY), le Mouvement de la Société Civile (MSC) – lié à l'association Mouvement Social (MS) fondée en 2001 par Mgr Grégoire Haddad - le Secular Club, groupe étudiant de l'American University of Beirut (AUB), l'ONG Chamal, le Rassemblement populaire pour la laïcité (RPL), groupe de Saïda. La première Laïque Pride a eu lieu le 25 avril 2010 et a rassemblé environ 5000 personnes à Beyrouth. Ce succès initial a eu pour effet de réunir les forces de la société civile qui revendiquaient un système séculier au Liban, et de réouvrir le débat sur cette question. Certains militants décidèrent de former la Rencontre Séculière

(RS), sorte de cadre informel, sans attaches politiques, qui devait permettre de coordonner leurs efforts vers la réalisation d'un mouvement anti-confessionnel de plus grande envergure. Cela participait d'une stratégie consistant à viser le système confessionnel dans son ensemble en s'appuyant sur des questions spécifiques (telles que la loi électorale, la loi pour un statut personnel civil, etc.).

2.2. Le « printemps arabe » et le mouvement libanais

Le 17 janvier 2011, le Président tunisien, Ben Ali, quittait le pouvoir sous la pression d'un mouvement populaire imprévu. Suite à la chute du Président tunisien, le 25 janvier, des milliers de jeunes égyptiens « occupèrent » la place Tahrir, au Caire, et y établirent le cœur de la protestation contre le régime du Président, Hosni Moubarak, qui tomba le 11 février suivant. C'est dans ce contexte fébrile qu'a eu lieu la conférence de presse, du 20 février 2011, au Théâtre de Beyrouth (*Masrat al-Madinat*) convoquée par le comité d'organisation de la Laïque Pride, pour la mise en place de l'édition 2011. Lors de cette conférence de presse, une rupture se produisit entre le comité et les partisans d'un élargissement des revendications (dont ceux de la RS). Déçus, les militants de la RS lancèrent alors un appel à mobilisation sur les réseaux sociaux (Facebook) formés entre temps. Une centaine de personnes répondirent à l'appel, la plupart étant des jeunes jusqu'ici étrangers aux réseaux militants actifs et motivés par le succès des révoltes arabes. A l'issue de cette réunion, une manifestation fut planifiée pour le dimanche 27 février avec pour mot d'ordre général l'appel à l'abolition du système confessionnel.

Toutefois, aucune stratégie de long terme n'avait été prévue. Or, entre le 27 février et le 26 juin, quatre autres manifestations ont été organisées à Beyrouth et dans plusieurs villes du pays (Saïda, Nabatiyeh, Tripoli, Tyr, etc.). Des milliers de personnes participèrent à chaque fois lors de ces rassemblements. Mais c'est le 20 mars 2011 que le pic de la mobilisation fut atteint lorsqu'environ 20'000 personnes défilèrent de la place Sassine (Beyrouth-Est) au ministère de l'Intérieur (Ouest).

Ces manifestations ont rassemblé des groupes et individus très divers, tant sur le plan sociologique puisque des Libanais (et quelques Palestiniens), femmes et hommes, de tous âges et de toutes confessions y ont défilé, que sur le plan idéologique : des associations de la société civile et des ONGs de plaidoyer, des intellectuels comme Fawwaz Traboulsi et Georges Corm, des personnalités religieuses, dont le Cheikh Ali Sayyad, membre de *Dar al-Fatwa* (haute autorité sunnite), et Mgr Grégoire Haddad, fondateur du Mouvement Social et vétéran de la campagne pour la laïcité ainsi que des groupes et partis politiques, essentiellement de gauche, s'y sont pressés. Pour autant, les organisateurs ont tenu à distancer le mouvement de toute affiliation politique. Ainsi, le Mac est parvenu à ré-introduire dans l'espace public le débat, latent mais toujours présent, que soulève le système confessionnel libanais (et ses distorsions), et à reposer la nécessité de sa sécularisation.

Après quatre mois d'effervescence, le Mac a mis fin à ses activités de grande ampleur pour se concentrer exclusivement sur d'autres tâches (réunions, conférences, workshop, etc.), et réfléchir aux problèmes rencontrés et aux perspectives futures du mouvement. Plusieurs types de problèmes auxquels le Mac a fait face pendant la mobilisation témoignent d'enjeux internes et externes et méritent d'être détaillés. Le principal problème interne, lié à l'organisation, a été posé par l'afflux d'un grand nombre de nouveaux militants dont la pluralité des points de vue a fait ressurgir les contradictions internes. Ainsi, deux stratégies se sont progressivement constituées, l'une réformiste appelant à collaborer avec les acteurs du champ politique et misant sur la possibilité d'alliances politiques opportunistes suivant les thèmes défendus. L'autre, révolutionnaire, entend privilégier la rupture avec les partis et institutions afin d'éviter de leur conférer une quelconque légitimité en entamant un dialogue avec eux.

A ces questionnements internes, se sont ajoutés les interférences politiques externes. Ainsi le PSNS, Amal et d'autres partis ont essayé de contrôler ou manipuler le mouvement de l'intérieur (en prenant part aux réunions et aux mobilisations), usant parfois de véritables menaces, selon plusieurs militants rencontrés. Le conflit avec certains de ces partis s'est aggravé avec l'aggravation de la répression en Syrie, une partie des activistes voulant exprimer leur solidarité avec le peuple syrien. Les tensions qui en ont résulté ont, du reste, poussé certains participants à quitter le mouvement. A ce stade, il apparaît que le Mac est en phase d'élaboration d'un nouveau plan d'action, tentant de tirer les leçons qui s'imposent de ces quelques mois enthousiasmants, mais également décourageants aux vues des limites d'action possible que le champ politique lui a *de facto* imposé.

A ce titre, il convient de rappeler l'attitude opportuniste des partis politiques vis-à-vis des revendications exprimées par le Mac, la plupart essayant d'intégrer, globalement ou partiellement, ces dernières aux agendas partisans tout en ne lui conférant aucun espace politique propre. Walid Joumblatt fut le premier à avoir souligné l'importance du mouvement laïque, accusant le système d'élargir « la fracture nationale ». À la veille du grand rassemblement du 14 mars, pour célébrer les six ans de la « Révolution du Cèdre » puis un mois plus tard, lors d'un discours commémorant le 36^{ème} anniversaire de la guerre civile, Saad Hariri avait essayé de s'attirer le soutien du mouvement afin de l'intégrer à sa campagne contre les armes du Hezbollah. Nabih Berri, fervent partisan du mouvement, avait assuré en mars dernier qu'il allait référer, aux commissions parlementaires concernées, un projet de loi proposé par la société civile pour la transition vers un État laïque. Or, selon les activistes du Mac, le parti Amal serait avant tout intéressé à l'adoption d'une loi électorale proportionnelle, non pas tant pour des raisons de participation démocratique mais bien plutôt en raison de l'atout que cela pourrait constituer pour la communauté chiite afin de transformer son poids démographique en force politique.

Conclusion

On le voit, les relations libano-syriennes ont connu ces 18 derniers mois des changements importants en divisant davantage encore les camps politiques au Liban et en forçant les acteurs politiques à prendre position face notamment aux exactions du régime syrien de plus en plus indéfendables. Le soutien au moins tacite apporté par un segment du 14 Mars à l'armée syrienne de libération (ASL) est un des éléments qui, avec la militarisation de la frontière syro-libanaise, font apparaître le potentiel de déstabilisation qu'encourt actuellement le Liban, comme on l'a vu avec l'importation des luttes entre pro/anti-régime sur les terrains de frictions sunnites au Liban (Tripoli, Beyrouth) où ils sont susceptibles de connaître des développements plus dangereux avec les chiïtes. Le rôle nodal joué par l'armée sur ces différents théâtre d'opérations au plan de ce qu'elle représente et incarne (i.e. la Nation) rend les affrontements politiques entre les deux courants libanais antagoniques de plus en plus sensible d'autant que l'emprise et l'effet des prises de positions officielle syriennes continue d'être vu comme ayant une importance majeure pour le maintien de la stabilité du Liban par les acteurs politiques du centre (Président, Premier ministre) et bien sûr par les acteurs politiques du courant du 8 Mars. Pour sa part, la société civile s'est mobilisée au Liban de façon timide mais bien réelle comme on l'a vu avec le mouvement anti-confessionnel. Numériquement faible mais activement mobilisé ce segment de la société libanaise qui revendique un état liban fondé sur la nette séparation entre le système politique et le système

qui revendique un autre Liban jouée sur la nette séparation entre la sphère politique et la sphère religieuse, semble avoir inscrit de façon décisive sa différence et son antagonisme avec la classe politique, toutes tendances confondues. En ce sens, le printemps arabe a eu au Liban un effet de division entre gouvernants et gouvernés. L'impossibilité pour ce mouvement d'entrer en politique autrement que par un patronage d'un leader communautaire semble éclairer un des angles morts de l'effet de cette crise syrienne sur le Liban : elle peut y trouver des relais et un système

d'amplification précisément grâce au communautarisme politique. Enchâssées dans ce carcan, les relations libano-syriennes actuelles semblent prisonnières d'une histoire dyadique et profondément déséquilibrée. La fin programmée du régime baasiste, si elle enclenche un questionnement sur la reconfiguration de nouvelles relations entre les deux pays, met en lumière l'inertie et l'auto-légitimation que ce système de pouvoir communautaire produit, notamment face à une contestation intérieure.

Notes

¹ Ces chiffres sont dépendants de ceux fournis par l'Observatoire syrien des Droits de l'Homme que l'essentiel des médias emploient.

² Actuellement réfugié à Paris pour des raisons de sécurité.

³ *L'Orient le Jour*, 22 mai 2012

⁴ Ces deux mouvements antagoniques sont ainsi dénommés suite aux deux manifestations géantes pro puis anti-syriennes des 8 et 14 mars 2005 qui ont redessiné le paysage politique post-syrien, clivant la scène politique entre d'un côté (8 mars) le Hezbollah, Amal, le CPL de Michel Aoun et le PSNS et de l'autre (14 mars), les Kataëb, les Forces Libanaises, le Courant du Futur (Hariri), et le PSP du leader druze Walid Joublatt.

⁵ *Al-Safir*, 10 avril 2012

⁶ Au Liban, la loi ne prévoit pas la possibilité du mariage civil, ni un statut personnel civil, mais elle reconnaît les mariages civils contractés à l'étranger. De fait, nombreux sont les couples libanaises qui se rendent à Chypre afin d'y contracter pareil mariage.

Bibliographie

BALANCHE, Fabrice (2011), « Géographie de la révolte syrienne », *Revue de géographie de l'Est*, 29, pp. 437-458.

BEYDOUN, Ahmad (1984), *Identité confessionnelle et temps social chez les historiens libanais contemporains*, Beyrouth : Publications de l'Université libanaise.

BEYDOUN, Ahmad (2003), *La "formule", le Pacte et la Constitution*, Beyrouth : Dar el-Nahar.

BEYDOUN, Ahmad (2009), *La dégénérescence du Liban ou la réforme orpheline*, Paris : Actes Sud.

International Crisis Group ICG, (2010), *New Crisis, Old Demons in Lebanon: The Forgotten Lessons of Bab-Tebbaneh/Jabal Mohsen*, Middle East Briefing, N° 29, disponible sur [url http://www.crisisgroup.org/en/regions/middle-east-north-africa/egypt-syria-lebanon/lebanon/B29-new-crisis-old-demons-in-lebanon-the-forgotten-lessons-of-bab-tebbaneh-jabal-mohsen.aspx](http://www.crisisgroup.org/en/regions/middle-east-north-africa/egypt-syria-lebanon/lebanon/B29-new-crisis-old-demons-in-lebanon-the-forgotten-lessons-of-bab-tebbaneh-jabal-mohsen.aspx)

KARAM, Karam (2006), *Le mouvement civil au Liban*, Paris : IFPO-Karthala.

MEIER, Daniel (2011), *Le Liban*, Paris : Le Cavalier Bleu, coll. « Idées reçues ».

MEIER, Daniel & ILIAS, Fouad (2010), « La nouvelle dynamique libanaise. Un cheminement périlleux vers une refonte de l'entente nationale », *Maghreb-Machrek*, 205, pp. 43-60.

NOE Nicholas (2012), « Hezbollah's subtle shift on Syria », *Foreign Policy*, disponible sur http://mideast.foreignpolicy.com/posts/2012/03/30/hezbollahs_subtle_shift_on_syria

SEURAT, Michel (1986), *l'Etat de Barbarie*, Paris : Seuil-Esprit.